



MICROFICHE N°

06619

République Tunisienne

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الزراعي
تونس

F 1

REPUBLIQUE TUNISIENNE
Ministère de l'Agriculture

**Direction Générale de la Planification
Du Développement et des Investissements
Agricoles**

**ATELIER DE REFLEXION SUR
L'AGRICULTURE TUNISIENNE
EN L'AN 2000**

**TUNISIE : L'AGRICULTURE A L'APPROCHE DU 21^e SIECLE
IDENTIFICATION DE CERTAINS PROBLEMES STRATEGIQUES**

ISABELLE TSAKOK'

SIDI THABET 2-3-4 OCTOBRE 1989

TUNISIE : L'AGRICULTURE A L'APPROCHE DU 21e SIECLE
IDENTIFICATION DE CERTAINS PROBLEMES STRATEGIQUES

ISABELLE TSAKOK'

INTRODUCTION

1. Le 20e siècle arrive à sa fin. Le 21e siècle c'est demain. Quels sont les principaux problèmes de développement auxquels se heurte l'agriculture tunisienne à l'aube du 21e siècle? Quels sont les meilleurs moyens de renforcer le secteur au cours de la prochaine décennie aux fins d'y trouver une solution heureuse? Quels sont les problèmes stratégiques qui se posent? Le présent document vise à identifier certains problèmes stratégiques et à stimuler des études supplémentaires. Ses conclusions ont des implications pour la planification des investissements.

2. Nécessité d'établir un équilibre entre les objectifs à court et à long terme. Ce document a un thème principal, à savoir que l'aptitude de l'agriculture tunisienne à faire face aux principaux problèmes de développement pendant le siècle prochain dépend de l'équilibre qui sera réalisé dans la poursuite d'objectifs à court et à long terme qui sont incompatibles. La tâche principale de la politique agricole en Tunisie est de chercher un équilibre approprié entre deux approches opposées: une approche dominée par des préoccupations d'autosuffisance alimentaire et l'autre guidée par le principe de l'avantage comparatif. Pendant plusieurs années, l'autosuffisance, c'est à

dire, la réduction des importations alimentaires par un accroissement de la production intérieure a été une préoccupation primordiale. Plus récemment, depuis que le gouvernement a entamé son programme d'ajustements structurels en 1986, l'accent est maintenant sur une économie de marché ouverte sur l'extérieur, guidée par l'avantage comparatif. Par conséquent, la politique agricole tunisienne est à la croisée des chemins: Comment la Tunisie devrait-elle équilibrer les considérations d'autosuffisance et d'avantage comparatif pour mieux résoudre les problèmes de développement fondamentaux auxquels se heurte l'agriculture? L'équilibre s'impose car aucune des approches ne peut à elle seule réaliser les objectifs du gouvernement: croissance soutenue, réduction des importations alimentaires, et répartition plus équitable du revenu. Chaque approche dans sa forme pure ne peut soutenir ces objectifs et n'est par conséquent pas soutenable.

3. Principaux problèmes de développement. Les principaux problèmes de développement que rencontre la Tunisie sont d'ordre politique et social. Ce sont des problèmes à court et à long terme. Le principal problème économique est à long terme : jeter les bases d'une croissance efficace et soutenable, qui peut produire l'excédent nécessaire pour améliorer l'équité et la sécurité alimentaire, c'est à dire, réduire la pauvreté absolue et relative et améliorer l'accès aux denrées alimentaires de base pour tous et en permanence. Ce meilleur accès aux denrées alimentaires de base est appelé sécurité alimentaire améliorée. La sécurité alimentaire n'exige pas nécessairement l'autosuffisance. Les différences conceptuelles entre sécurité alimentaire et autosuffisance sont d'importance critique dans la formulation d'une stratégie et seront discutées

plus tard en détail (voir par. 20). Les problèmes politiques et sociaux sont des problèmes à court terme : réduire le déficit commercial et la vulnérabilité politique que peut entraîner une forte dépendance à l'égard des importations; améliorer l'offre de denrées alimentaires de base à des prix abordables; créer des emplois et des revenus pour une population et une main d'oeuvre qui augmentent de 2,5 % par an.

4. Le problème à long terme, relèvement de la croissance, est reflété dans les récents résultats de l'agriculture. La croissance agricole est tombée d'une moyenne de 8% par an entre 1967 et 1977 à 2,8% dans la période 1977-87. Les problèmes à court terme sont également clairs. Le ratio d'autosuffisance global est tombé de 75% en 1975-76 à 42% en 1980-81, malgré la haute priorité accordée à l'autosuffisance. La répartition du revenu, mesurée par le coefficient Gini (0,43) ne s'est pas améliorée. On estime que 20% de la population contribue pour 50% des dépenses totales, c'est à dire que 50% de la population effectue 78% des dépenses totales, par conséquent les 22% restant sont encourues par l'autre moitié de la population. Le taux de chômage est élevé, estimé à 15 % en 1988, spécialement parmi les jeunes, tandis que la migration vers les villes demeure importante, la population urbaine augmentant de 4,4 % par an. Si la tendance actuelle se poursuit, la population projetée pour l'an 2000 s'établira à 9,6 millions, soit 2,5 millions d'habitants de plus qu'en 1985.

5. Incompatibilité des objectifs. La poursuite simultanée des objectifs économiques, politiques et sociaux, qui couvrent le long et le court terme entraîne des problèmes. La croissance économique exige des investissements

soutenus. Investissement toutefois, signifie sacrifices: se priver de la consommation actuelle aux fins d'accroître la consommation future. Une croissance économique soutenue exige également une rentabilité accrue des investissements. Une efficacité accrue requiert une formule d'allocation de ressources qui peut entraîner une réduction de l'autosuffisance ou une progression du chômage à court terme. Il y a deux conflits fondamentaux. L'un réside dans les besoins d'investissement à court terme et la nécessité de satisfaire parallèlement les besoins de consommation. Ce conflit entre consommation à court terme et à long terme existe à tous les stades du développement. Cependant, il est particulièrement grave lorsque la consommation est déjà insuffisante comme c'est le cas dans bon nombre de pays en développement et lorsque la période d'investissement peut s'étendre sur 10 ans ou plus. Le second réside dans les coûts politiques, sociaux et économiques provisoires, inhérents à l'ajustement vers un modèle d'allocation de ressources plus efficace. Une croissance efficace basée sur le principe de l'avantage comparatif peut entraîner les risques politiques, sociaux et économiques inhérents, à l'interdépendance économique dans un monde où le pouvoir politique est déjà déséquilibré, à la vulnérabilité des sources de denrées alimentaires de base et de recettes en devises et aux pertes d'emploi à court terme.

6. Besoin d'équilibre dans le contexte tunisien. Le Gouvernement tunisien a récemment amorcé un processus d'ajustements de grande portée vers une plus grande dépendance à l'égard d'opérations de marché efficaces. Toutefois, ses préoccupations primordiales demeurent inchangées: accroissement de l'autosuffisance et renforcement de l'attrait politique et social de son

cadre de politiques réorienté. Comme indiqué plus haut le ratio global d'autosuffisance a fléchi. On se préoccupe déjà des coûts politiques et sociaux que l'ajustement structurel engendre pour les pauvres. Etant donné les graves contraintes financières, l'objectif du gouvernement est de réduire radicalement les dépenses de l'Etat, les ramenant de 34,1% en 1988 à 28,7% du PNB en 1991. Une grande part du fardeau de cette réduction sera répercutée sur les subventions à la consommation. Les contraintes financières ont déjà entraîné une réduction des investissements qui sont tombés de 32 en 1982 à 19% du PIB en 1988; investissement agricole a aussi chuté, passant de 4,3% à 3,6% du PIB pendant la période correspondante.^{5/} Au fur et à mesure que les ressources disponibles diminuent, la nécessité d'équilibrer les demandes urgentes associées à la croissance à long terme avec des exigences politiques et sociales tout aussi urgentes à court terme, s'intensifie. Les contraintes de ressources nous obligent habituellement à réaliser un compromis entre des exigences incompatibles, toutefois le compromis réalisé n'est peut être pas la méthode qui sert le mieux nos intérêts. Il est préférable de reconnaître explicitement la nécessité d'arriver à un compromis dès le départ. Les discussions sur la politique agricole devraient alors viser à trouver la méthodologie la plus adéquate pour réaliser un équilibre approprié.

7. Considérations clés dans le contexte tunisien. Si la Tunisie doit adopter une approche éclectique, équilibrant les deux approches pour maximiser les avantages et réduire les coûts au minimum, quelles devraient être les considérations clés? Les avantages et coûts probables des deux approches sont fonction des possibilités et des risques inhérents à chacune d'elles. En

adoptant l'approche avantage comparatif, il importe de prendre 2 éléments en considération: (1) quelles sont les possibilités pour des exportations rentables et une substitution efficace des importations, et (2) quels sont les principaux risques en termes d'instabilité des prix mondiaux, de détérioration des termes de l'échange, de recrudescence du chômage associé à l'ajustement des systèmes de production, de contraction ou d'effondrement des débouchés, de vulnérabilité des sources d'approvisionnement en denrées alimentaires. En adoptant l'approche autosuffisance, il convient de tenir compte des éléments suivants: (1) quel est le concept d'autosuffisance adopté et quels sont les principaux avantages anticipés en conséquence; (2) quels sont les taux de croissance, les améliorations agronomiques et les investissements nécessaires pour satisfaire les différents concepts d'autosuffisance et (3) quels sont les principaux risques inhérents à l'autosuffisance. Enfin, en recherchant un équilibre entre les deux approches, d'autres facteurs doivent être pris en considération, notamment: (1) quels sont les principaux risques politiques, sociaux et risques d'insécurité alimentaire associés à une économie de marché plus ouverte et (2) quelles sont les méthodes les plus efficaces par rapport au coût pour réduire ces risques.

ADOPTION DE L'APPROCHE AVANTAGE COMPARATIF : POSSIBILITES ET RISQUES

8. Définition de l'approche avantage comparatif. A des fins de planification, il est extrêmement important de clarifier l'approche avantage comparatif, car différentes interprétations de l'avantage comparatif entraînent des rôles différents pour le gouvernement et aboutissent inévitablement à différentes implications en termes de ressources. On pense souvent à tort que

adoptant l'approche avantage comparatif, il importe de prendre 2 éléments en considération: (1) quelles sont les possibilités pour des exportations rentables et une substitution efficace des importations, et (2) quels sont les principaux risques en termes d'instabilité des prix mondiaux, de détérioration des termes de l'échange, de recrudescence du chômage associé à l'ajustement des systèmes de production, de contraction ou d'effondrement des débouchés, de vulnérabilité des sources d'approvisionnement en denrées alimentaires. En adoptant l'approche autosuffisance, il convient de tenir compte des éléments suivants: (1) quel est le concept d'autosuffisance adopté et quels sont les principaux avantages anticipés en conséquence; (2) quels sont les taux de croissance, les améliorations agronomiques et les investissements nécessaires pour satisfaire les différents concepts d'autosuffisance et (3) quels sont les principaux risques inhérents à l'autosuffisance. Enfin, en recherchant un équilibre entre les deux approches, d'autres facteurs doivent être pris en considération, notamment: (1) quels sont les principaux risques politiques, sociaux et risques d'insécurité alimentaire associés à une économie de marché plus ouverte et (2) quelles sont les méthodes les plus efficaces par rapport au coût pour réduire ces risques.

ADOPTION DE L'APPROCHE AVANTAGE COMPARATIF : POSSIBILITES ET RISQUES

8. Définition de l'approche avantage comparatif. A des fins de planification, il est extrêmement important de clarifier l'approche avantage comparatif, car différentes interprétations de l'avantage comparatif entraînent des rôles différents pour le gouvernement et aboutissent inévitablement à différentes implications en termes de ressources. On pense souvent à tort que

l'avantage comparatif oblige le gouvernement à décider quels sont les produits rentables et à promouvoir leurs exportations. Bien au contraire, le rôle du gouvernement n'est pas de "choisir les gagnants", c'est à dire décider ce qui devrait être exporté ou importé. Plutôt, en adoptant l'approche avantage comparatif le gouvernement doit mettre en place le système d'incitations et les institutions qui permettront aux marchés de se développer et de réussir. En particulier, cet environnement devrait aider la Tunisie à renforcer son avantage comparatif actuel, à transformer l'avantage comparatif en avantage concurrentiel, et à développer de nouveaux domaines d'avantage comparatif. L'avantage comparatif pour les exportations et les produits de substitution des importations n'est pas statique : il peut être développé et peut être détruit. Par exemple, les principales exportations agricoles tunisiennes (huile d'olive, fruits et légumes, poissons, dattes, agrumes et vins) procurent actuellement environ 15 % (1988) des recettes d'exportation totales. Les importations alimentaires totales représentent à peu près 15 % (1988) des importations totales de produits de base. Au cours des dix à vingt prochaines années, la part des produits de base dans les exportations agricoles et les importations alimentaires, l'importance relative des différents produits de base dans les exportés ou importés et la contribution des exportations agricoles aux recettes en devises vont probablement se modifier.

9. Une approche dynamique à l'avantage comparatif actuel exige que les politiques renforcent et exploitent au maximum l'avantage comparatif et qu'on investisse une partie des excédents pour développer l'avantage comparatif futur. Puisque l'exploitation de l'avantage comparatif doit s'étendre à l'économie dans

son ensemble, la poursuite efficace de l'avantage comparatif à l'échelon sectoriel requiert un cadre d'appui macroéconomique et commercial. Le premier est impossible sans le second. Par conséquent, dans les paragraphes suivants on suppose que le cadre est en place; tout au moins, une politique de change réaliste, un équilibre budgétaire approximatif et un taux d'inflation modéré.

10. Evaluer les possibilités pour des exportations rentables. En ce qui concerne le renforcement et l'exploitation de l'avantage comparatif actuel, deux questions fondamentales se posent: quelles sont les perspectives de marché dans un avenir prévisible et quels sont les principaux facteurs que le gouvernement de Tunisie peut influencer pour améliorer ces perspectives?

11. Perspectives de marché. Les perspectives de marché pour les exportations tunisiennes demeurent essentiellement positives, quoiqu'il y ait certains événements préoccupants. La Tunisie continuera à avoir un accès privilégié aux marchés de la CEE pendant encore 5 à 6 ans, période de transition précédant l'intégration totale du Portugal et de l'Espagne. La Tunisie retiendra ses avantages naturels (climat, sol et proximité des marchés de la CEE). Toutefois, les avantages artificiels tels que main d'oeuvre bon marché, et modicité des coûts de commercialisation, doivent être renforcés pour maintenir et améliorer les perspectives de marché. L'importance d'une amélioration de la compétitivité des coûts et partant, des perspectives de marché est mise en lumière par l'évolution des marchés dans la CEE, notamment l'intégration complète de l'Espagne et du Portugal dans la CEE d'ici 1995, le développement d'un marché totalement intégré pour les 10 membres à part entière de la CEE d'ici 1993, les

son ensemble, la poursuite efficace de l'avantage comparatif à l'échelon sectoriel requiert un cadre d'appui macroéconomique et commercial. Le premier est impossible sans le second. Par conséquent, dans les paragraphes suivants on suppose que le cadre est en place; tout au moins, une politique de change réaliste, un équilibre budgétaire approximatif et un taux d'inflation modéré.

10. Evaluer les possibilités pour des exportations rentables. En ce qui concerne le renforcement et l'exploitation de l'avantage comparatif actuel, deux questions fondamentales se posent: quelles sont les perspectives de marché dans un avenir prévisible et quels sont les principaux facteurs que le gouvernement de Tunisie peut influencer pour améliorer ces perspectives?

11. Perspectives de marché. Les perspectives de marché pour les exportations tunisiennes demeurent essentiellement positives, quoiqu'il y ait certains événements préoccupants. La Tunisie continuera à avoir un accès privilégié aux marchés de la CEE pendant encore 5 à 6 ans, période de transition précédant l'intégration totale du Portugal et de l'Espagne. La Tunisie retiendra ses avantages naturels (climat, sol et proximité des marchés de la CEE). Toutefois, les avantages artificiels tels que main d'oeuvre bon marché, et modicité des coûts de commercialisation, doivent être renforcés pour maintenir et améliorer les perspectives de marché. L'importance d'une amélioration de la compétitivité des coûts et partant, des perspectives de marché est mise en lumière par l'évolution des marchés dans la CEE, notamment l'intégration complète de l'Espagne et du Portugal dans la CEE d'ici 1995, le développement d'un marché totalement intégré pour les 10 membres à part entière de la CEE d'ici 1993, les

modifications structurelles au niveau de la demande de consommation dans la CEE et les discussions épineuses sur la politique agricole pour réduire le protectionisme dans le cadre du GATT (celles-ci affecteront également le coût des importations tunisiennes). D'importants événements ailleurs affectent également les perspectives de la Tunisie, notamment : progrès technologiques qui ont réduit et continuent de réduire le coût unitaire de bon nombre de matières premières agricoles, comme les céréales, les huiles végétales, et permettent de mettre au point des produits de substitution comme produits de substitution du sucre; les termes de l'échange pour la Tunisie se sont détériorés, avec un indice s'établissant à 85,74 en 1988 par rapport à 1980 et le rythme différent de développement économique d'un pays à l'autre qui modifiera radicalement l'équilibre du pouvoir d'achat à travers le monde.

12. Certes, il est impossible de dégager des prédictions de prix précises en se fondant sur un environnement en évolution constante, mais des observateurs chevronnés font remarquer la concurrence accrue à laquelle se heurtent les exportations tunisiennes vers la CEE et la nécessité de diversifier les marchés et produits. Ils soulignent quelques faits clés. Avec l'intégration de l'Espagne et du Portugal, et la CEE deviendra plus autosuffisante au niveau des matières premières pour lesquelles les pays de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord ont un avantage comparatif. L'Espagne est le plus gros exportateur mondial d'huile d'olive et un important producteur d'agrumes. La CEE est déjà un exportateur net et subventionne ses exportations d'huile d'olive. En raison de la pression exercée par les discussions du GATT, la CEE est moins disposée à réaliser des accords bilatéraux concessionnels sur l'avenir des relations

commerciales avec les pays méditerranéens et les pays d'Afrique du Nord, et plus disposée à autoriser des importations concurrentielles en provenance des pays en développement d'Amérique Latine et d'Asie. Les observateurs soulignent également qu'il importe de développer agressivement de nouvelles niches de marché au cours de cette période de transition (5-6 ans); par exemple au Maghreb, au Proche Orient, en Europe de l'Est et en Amérique du Nord. Au fur et à mesure que la compétitivité des coûts gagne de l'importance, la contribution de la ~~structure~~ ou des facteurs artificiels à l'avantage comparatif devient importante. Bien qu'il y ait des événements préoccupants, la situation n'est pas désespérée car la gestion est un facteur qui peut être amélioré s'il est appuyé par un environnement économique et institutionnel.

13. Principaux facteurs sous le contrôle de l'Etat. Bien que des facteurs exogènes (événements dans l'environnement du commerce extérieur) affectant la rentabilité des exportations tunisiennes échappent pour la plupart au contrôle de la Tunisie, quatre facteurs clés sous son contrôle peuvent renforcer l'avantage comparatif: (1) cadre macroéconomique et commercial, incitations sectorielles, institutions de soutien et infrastructure de transports et communications. Ce sont les facteurs cruciaux qui déterminent le succès ou l'échec dans un environnement concurrentiel. ^{Le premier est} Ce cadre ^{qui} a une incidence déterminante sur la structure des incitations, les modèles et l'efficacité de l'allocation des ressources qui se fait sentir dans toute l'économie.

14. Le second est l'environnement des incitations sectorielles. Des incitations positives s'imposent quoiqu'elles ne soient pas suffisantes pour

promouvoir des hausses de rendement dans l'agriculture. Les agronomes nous disent qu'il existe un important potentiel de productivité tant dans l'agriculture irriguée que dans l'agriculture en bour. Les ingénieurs d'irrigation mettent l'accent sur la progression marquée du coût marginal de l'adduction d'eau dans la première décennie du 21^e siècle. Les pressions exercées en faveur d'un accroissement de la productivité et de la valeur ajoutée de l'eau d'irrigation s'intensifieront."

15. Dans l'agriculture irriguée, et dans le cadre des systèmes de culture actuels, l'intensité d'irrigation dans environ 78% des périmètres équipés pourrait bien passer à 100%; l'intensité de culture passer de 0,70 en moyenne à près de 1,5; les rendements de blé passeraient d'une moyenne de 1,1 tonnes/hect. à 3 tonnes; les rendements de légumes, certes adéquats, peuvent doubler dans bien des cas; pour bon nombre de fruits, les rendements peuvent doubler et la qualité pourrait s'améliorer. Il existe également un potentiel de rendement pour les cultures en bour, bien que la variabilité des rendements et les risques soient beaucoup plus élevés (pour plus de détails voir tableaux 1 et 3: Comparaison du potentiel agronomique et des niveaux de rendement réels pour les principales matières premières dans l'agriculture irriguée et la culture en bour). Il y a également des possibilités de substitution. Dans l'agriculture irriguée, on pourrait remplacer le blé (faible valeur), la betterave à sucre (faible avantage comparatif) par des cultures fourragères (sur une base sélective) légumineuses ou vesces cultivées, des légumes et arbres fruitiers (haute valeur et fort avantage comparatif). Dans l'agriculture en bour, on pourrait réduire la jachère et la remplacer par des légumineuses ou vesces

cultivées (dans les régions à forte pluviométrie), ou par l'orge, ou la rotation triticale (dans les régions à précipitations marginales), et les arbres fruitiers. Dans les pêcheries, malgré une croissance rapide ces dernières années, on peut encore élargir les opérations, en particulier pour les espèces pélagiques (viande foncée comme le thon et les sardines) et améliorer l'efficacité des opérations pour les espèces démersales (viande blanche comme les soles et les perches) et les espèces pelagiques.

16. Le troisième facteur sous le contrôle de l'Etat est le développement d'institutions d'appui pour renforcer la réaction des agriculteurs, des intermédiaires et des transformateurs, sur le plan de l'offre. L'appui est nécessaire dans les principaux domaines suivants: recherche et vulgarisation pour améliorer les rendements et faciliter la substitution en faveur de systèmes de culture plus efficaces et de valeur supérieure; l'intermédiation financière pour mobiliser et allouer des ressources accrues au financement des investissements, et pour élaborer des programmes d'assurance pour centraliser les risques; la dissémination des informations de marché sur les possibilités de marchés à l'intérieur du pays, à l'extérieur, et les possibilités pour les marchés existants ou en cours de formation, afin de permettre au marché de s'adapter. Des études récentes (financées par l'USAID) sur les stratégies d'exportation pour l'huile d'olive, les vins et les agrumes et le rapport intitulé "Echanges agricoles entre la CEE et les pays de la Méditerranée et de l'Europe de l'Est : Perspectives pour les années 90" soulignent tous qu'une stratégie de commercialisation adroite est d'importance capitale pour réussir à pénétrer les marchés. L'avantage comparatif à l'échelon de l'exploitation ne

représente ~~que~~ la première étape vers l'avantage comparatif et concurrentiel à l'échelon du commerce de gros et de détail.

17. Le quatrième et dernier facteur est la construction d'infrastructures publiques pour les transports et les communications. Elles constituent la charpente nécessaire pour le développement d'une économie moderne. Les travaux de recherche effectués à la Banque mondiale, sur les succès des programmes d'exportation de quatre économies d'Asie de l'Est, notamment Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour, soulignent l'importance que revêt ce type d'investissement pour les économies ouvertes sur l'extérieur.

18. Evaluer les possibilités de substitution efficace des importations.
La Tunisie peut améliorer la compétitivité de ses coûts non seulement pour les exportations mais également pour les produits de substitution des importations. Actuellement, les principales importations agricoles sont le blé (essentiellement blé tendre), les produits d'élevage (lait, boeuf), le sucre, les huiles comestibles (principalement graines de soja et de colza), et les aliments de bétail (farine de maïs et de soja). Les possibilités de substitution efficace des importations sont fonction du potentiel agronomique et des écarts de prix entre les marchés intérieur et extérieur. Comme noté plus haut, il existe d'importantes possibilités de substitution et un énorme potentiel de rendement tant dans l'agriculture irriguée que dans les cultures en bour. Dans les deux systèmes, la substitution peut se faire en faveur des activités de substitution actuelles, notamment systèmes intégrés fourrage-élevage pour les petits ruminants et légumineuses ou en faveur des exportations actuelles comme les légumes et

arbres fruitiers. Compte tenu des écarts de prix actuels et des niveaux de rendement, le blé dans les régions à pluviométrie marginale, essentiellement dans le Centre-Sud, le sucre principalement dans le Nord mieux irrigué et plus humide sont des substituts d'importation inefficaces. Certes, il est pratiquement impossible de prédire avec précision les prix mondiaux à long terme, et ceux-ci échappant au contrôle du gouvernement tunisien, mais l'écart de productivité peut être rétréci à l'aide des investissements. Au cours des dernières décennies, l'écart de productivité entre la Tunisie et les pays industrialisés s'est élargi principalement à la suite de l'adoption (dans ces pays) de mesures en faveur de l'agriculture. Ces politiques ont donc contribué à la baisse du coût unitaire réel des céréales, des produits laitiers et d'élevage, du sucre et des graines oléagineuses et la tendance des prix à long terme devrait être à la baisse. Il convient d'examiner le problème suivant : La Tunisie devrait-elle investir dans des activités visant à renforcer l'avantage comparatif de produits pouvant être importés meilleur marché, plutôt que dans les options à rendement plus élevés, à savoir des produits exportables?

19. Adoption de l'approche avantage comparatif: principaux risques.

Une approche avantage comparatif est nécessairement basée sur l'économie de marché: elle exige des ajustements constants à des possibilités de marché qui changent constamment. En raison de la mutation rapide de l'environnement extérieur, la Tunisie est confrontée à de sérieux problèmes. Côté négatif, le marché de la CEE deviendra probablement plus concurrentiel; les discussions du GATT ne réussiront peut être pas à réduire le protectionisme agricole dans les pays industrialisés à économie de marché; les hausses de productivité et les

excédents continuent de renforcer leur compétitivité de coût pour bon nombre de produits de base agricoles; le fléchissement des termes de l'échange qui a commencé au cours de la dernière décennie persiste; et les coûts afférents à la pénétration des marchés concurrentiels, non membres de la CEE, demeurent élevés. Côté positif, l'importance accrue de la compétitivité des coûts a renforcé l'importance relative de la gestion intérieure; il y aura une période de transition de 5-6 ans pour restructurer l'orientation et la composition des exportations de la Tunisie; les discussions du GATT pourraient offrir des possibilités pour explorer de nouvelles niches de marché; des importations alimentaires meilleur marché pourraient permettre à la Tunisie de consacrer plus de ressources aux produits de valeur supérieure et plus concurrentiels en termes de prix; les possibilités d'entreprises conjointes Tunisie-étranger peuvent fournir des liaisons de marché cruciales, l'expertise et le capital nécessaire pour réussir à pénétrer de nouveaux marchés.

ADOPTION D'UNE APPROCHE AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE: POSSIBILITES ET RISQUES.

20. Définition d'une approche autosuffisance alimentaire. A des fins de planification il est essentiel de clarifier le concept d'autosuffisance alimentaire poursuivie, car différents concepts d'autosuffisance aboutissent à des allocations de ressource différentes, et également parce que l'autosuffisance n'est souvent qu'une composante d'une approche de politique alimentaire plus générale. La Tunisie est préoccupée par sa forte dépendance à l'égard des importations pour ses denrées alimentaires de base, car une telle dépendance entraîne des coûts en devises et des risques stratégiques. Pour des raisons

politiques et sociales, la Tunisie contrôle également les prix et subventionne une gamme d'articles de consommation de base. Les objectifs de sa politique alimentaire couvrent par conséquent les aspects stratégiques, politiques et sociaux ainsi que le problème des devises. Une autre approche pour réaliser ces objectifs multiples est le concept de sécurité alimentaire de la Banque. La sécurité alimentaire consiste à avoir un pouvoir d'achat suffisant pour satisfaire le niveau de consommation nécessaire pour mener une vie saine et productive. La Banque fait également une distinction entre insécurité alimentaire chronique et temporaire; la première étant essentiellement une fonction du pouvoir d'achat insuffisant et la seconde une fonction de désastres comme les sécheresses ou les guerres.

21. Etant donné la multiplicité des objectifs du gouvernement Tunisien, il est important de clarifier lesquels de ces objectifs seraient mieux desservis par un niveau élevé d'autosuffisance alimentaire et pour quels produits un niveau élevé d'autosuffisance est souhaité. Par exemple, examinons les ratios d'autosuffisance (offre intérieure en pourcentage de la consommation totale) pour la fin des années 80, qui sont indiqués au tableau 3 (ratios d'autosuffisance de certains produits). Ils s'établissent à 0 pour la farine de maïs et de soja, et 0,96 pour l'orge. Les chiffres à eux seuls ne peuvent guider l'allocation de ressources. En fonction des objectifs poursuivis, l'objectif d'autosuffisance alimentaire peut être interprété d'au moins trois manières: (1) d'un côté, les ratios d'autosuffisance s'établissent à 1 pour chaque produit alimentaire de base; (2) de l'autre, les recettes totales en devises procurées par les biens et services peuvent payer la facture totale d'importations alimentaires; et (3)

entre les deux extrêmes, les exportations agricoles permettent de payer la facture des importations agricoles, équilibrant ainsi les échanges agricoles. Chaque concept implique une stratégie d'allocation de ressources radicalement différente: la première est totalement l'opposé de l'approche avantage comparatif extrême; la seconde est compatible avec l'approche avantage comparatif; et la troisième incorpore et équilibre les éléments des extrêmes un et deux.

22. Evaluation d'autres concepts d'autosuffisance : perspectives de réalisation et implications pour l'allocation des ressources. La Tunisie n'a pas encore réussi à réaliser l'autosuffisance alimentaire définie soit comme une valeur globale égale à 1 ou des ratios d'autosuffisance pour chaque produit spécifique étant égal à 1. Le temps est maintenant opportun pour analyser d'un oeil critique ces possibilités de réalisation en termes d'implications de ressources et d'améliorations probables. A des fins d'illustration on peut s'inspirer du modèle de la FAO Agriculture en l'an 2000. Le tableau 4 --intitulé "Tunisie: Modèle FAO - Agriculture à l'horizon de l'an 2000"-- comparaison de scénarios qui présente les caractéristiques clés des scénarios, en termes de réalisations et de besoins en ressources pour la période 1990-2000. Le tableau indique que, au fur et à mesure que les concepts d'autosuffisance changent, les taux de croissance changent, de même que les besoins d'investissement et les niveaux d'intensité de culture. Le scénario de base repose sur l'opinion d'experts concernant des taux de croissance optimum prenant en considération les options technologiques et la base de ressources. Les scénarios 2, 3 et 5 illustrent les implications des différents concepts d'autosuffisance en termes de ressources. Dans le scénario 2, pour réaliser un ratio d'autosuffisance égal

à 1 pour le blé et les légumes secs, l'agriculture doit se développer au rythme de 2,5 par an, pour cela il faudra 2.740 millions de dollars d'investissements primaires bruts (en dollars constants de 1980), et 1,72 d'intensité de culture dans l'agriculture irriguée. Dans le scénario 3, pour réaliser un ratio de 1 pour la viande et le lait, les besoins respectifs sont 3%, 2.939 millions de dollars et 1,72. Pour le scénario 5 qui permet de réaliser un ratio d'autosuffisance global égal à 1, les valeurs suivantes s'imposent: 3,8% et 3.118 millions et 1,88 respectivement. Une comparaison des scénarios 3 et 4 indique que, spécifier un objectif global pour le ratio d'autosuffisance ne suffit pas non plus pour guider l'allocation de ressources. Les deux scénarios permettent de réaliser un ratio de 0,83, mais ils nécessitent des taux de croissance différents, à savoir 3% contre 3,9% et des investissements différents, notamment 2.939 millions contre 2.868 millions de dollars. Une comparaison des scénarios 4 et 5 illustre les besoins de ressources supplémentaires d'une approche autosuffisance alimentaire par opposition à l'approche avantage comparatif. Une approche autosuffisance alimentaire permet de réaliser un taux de croissance de 3,8 contre un taux plus élevé de 3,9 dans le cadre de l'approche avantage comparatif, elle exige des investissements plus importants, 3.118 millions contre 2.868 pour l'approche avantage comparatif. Ainsi pour relever de 0,12% le ratio d'autosuffisance alimentaire, il faudra 250 millions d'investissements supplémentaires.

23. Pour réaliser un ratio d'autosuffisance plus élevé, quelque soit la définition, il faudra effectuer des analyses quantitatives détaillées qui vont au delà de la portée du présent document. Néanmoins, ces scénarios donnent une

idée de l'ampleur des efforts qui s'imposent. Le taux de croissance moyen de 2,8% par an pour la période 1977-87 doit augmenter sensiblement et passer à 3,8% pour réaliser un ratio d'autosuffisance global de 1 comme illustré dans le scénario 5; l'intensité de culture dans l'agriculture irriguée doit doubler et passer de 0,7 à 1,88; les investissements primaires doivent atteindre un taux de croissance d'à peu près 4% par an entre 1990 et l'an 2000, le niveau d'investissement estimé correspondant à 2% du PIB estimatif pour l'an 2000.^{10/}

24. Adoption d'une approche autosuffisance alimentaire; principaux risques. Au cours de la dernière décennie, bien que l'autosuffisance ait été un objectif primordial du gouvernement tunisien, les ratios d'autosuffisance pour les produits de base clés ont fléchi. Pendant les deux prochaines décennies, il est encore très probable qu'on ne pourra pas réaliser les niveaux élevés de ratio d'autosuffisance souhaités, car les facteurs risques actuels persistent. L'agriculture demeurera vulnérable aux sécheresses, ce qui aboutit à des résultats très variables. Par exemple, les coefficients estimatifs de variation de rendements (entre 1963 et 1985, en termes de pourcentage) pour les céréales sont les suivants: pour le blé dur, 38; pour le blé tendre, 49; pour l'orge, 31.^{10/} La production agricole globale a également été extrêmement variable. Voir tableau 5--sur les taux de croissance agricoles, qui indique clairement les variations sensibles des taux de croissance annuels, même après des investissements substantiels dans l'infrastructure d'irrigation: 44% des investissements totaux au titre de l'agriculture dans le cadre du V^e plan, 1977-1981.^{11/} Il convient de noter également les graves sécheresses de 1982, 1986, 1988 et 1989.

25. Si une approche avantage comparatif rend la Tunisie vulnérable aux forces des marchés extérieurs, une approche autosuffisance la rend vulnérable aux fluctuations atmosphériques. Les possibilités de réduire sensiblement ce risque sont limitées car il y a déjà un danger de surexploitation des ressources hydrauliques souterraines. En outre, avec la hausse des revenus, l'urbanisation rapide et la croissance démographique, la concurrence entre utilisation de l'eau à des fins agricoles et non agricoles s'intensifie. Le coût marginal de l'adduction d'eau d'irrigation augmentera fortement d'après les prévisions dans la première décennie du 21^e siècle. Les ingénieurs d'irrigation sont préoccupés par une pénurie d'eau imminente.

26. Outre les variations atmosphériques et la hausse continue du coût d'eau d'irrigation, la hausse des revenus et l'urbanisation constituent des facteurs risques supplémentaires car ils comportent de profonds changements structurels de la consommation. Une comparaison de 1985 et 1975 indique qu'il y a eu une modification substantielle en faveur des importations (ou produits à fort pourcentage de composantes importées), notamment blé tendre, huiles comestibles de mélange, sucre, viande, volaille, et produits laitiers et des principales exportations, à savoir fruits, légumes et poisson.^{12/} Ainsi le déficit du commerce de denrées alimentaires demeurera substantiel étant donné que la teneur en composantes importées des biens de consommation augmente. Les forces fondamentales à l'oeuvre sont: (1) les modifications structurelles de la consommation qui vont probablement persister et (2) croissance démographique

rapide continue de 2,3% par an qui devrait être considérée comme une constante pendant le court terme.

VERS L'IDENTIFICATION DE CERTAINS PROBLEMES STRATEGIQUES

27. Développer une approche méthodologique à la planification stratégique. Que devrait faire le Gouvernement tunisien au cours de la prochaine décennie pour mieux renforcer la capacité du secteur agricole à contribuer à ses objectifs fondamentaux dans la première décennie du 21^e siècle? L'approche méthodologique préconisée ici a trois principales étapes: dans la première, il faut faire une distinction claire parmi les facteurs qui ont une incidence sensible sur la manière dont un pays peut modeler les perspectives et les risques de son environnement, entre les facteurs qui échappent au contrôle de l'Etat et ceux qui sont sous son contrôle. En termes simples, il s'agit des facteurs exogènes et endogènes. La seconde consiste à évaluer soigneusement dans ce contexte de risques et de possibilités quels sont les avantages et coûts probables de l'avantage comparatif ou de l'autosuffisance alimentaire. La troisième consiste à identifier où il faut établir un équilibre entre les deux approches pour minimiser les compromis et maximiser la réalisation simultanée des objectifs fondamentaux. Cette approche à trois étapes a des aspects qualitatifs et quantitatifs. Seul l'aspect qualitatif est discuté ici. Cela suggère qu'il faudrait procéder par la suite à des travaux quantitatifs détaillés.

28. Etablir une distinction entre les principaux facteurs exogènes et endogènes. Une distinction entre les facteurs exogènes et endogènes permet d'identifier où concentrer l'attention des politiques, car l'expérience a montré que les facteurs endogènes ont une incidence déterminante sur les résultats et les réalisations. Les principaux facteurs exogènes sont l'environnement commercial extérieur, les fluctuations de la pluviométrie et la croissance démographique. La Tunisie est un "petit" pays sur les marchés mondiaux, puisque le volume de ses exportations et importations n'affecte ni le niveau ni la stabilité des prix mondiaux. Les fluctuations pluviométriques qui constituent partout des désastres naturels sont particulièrement importantes pour la Tunisie parce que la majorité du pays reçoit moins de 600 mm de pluie par an. Alors que la croissance démographique peut être et a été influencée à long terme, en ce qui concerne la Tunisie elle devrait être considérée comme une constante pour les 10-20 prochaines années. Par contraste avec ces trois facteurs exogènes, il y a une vaste gamme de facteurs endogènes: incitations, institutions, infrastructure, information et innovation, ce que Paul P. Streeten appelle "les cinq I." Ils représentent la réaction du gouvernement aux facteurs exogènes.

29. Avantage comparatif et autosuffisance: évaluation des avantages et coûts probables. Ces approches au développement favorisent l'instauration de systèmes socioéconomiques totalement différents. Leurs avantages et coûts par conséquent suivent des voies différentes. Dans le cadre de l'approche avantage comparatif, les coûts de l'ajustement sont immédiats et visibles, alors que les avantages sur le plan du développement sont plus tardifs et généralisés. En Tunisie, l'écart substantiel entre productivité réelle et potentielle et

L'évolution rapide des marchés extérieurs hautement concurrentiels signifie qu'il faudra énormément de temps pour jouir des fruits de l'efficacité. C'est par tâtonnements que le secteur privé fait son apprentissage. Généralement, il faut beaucoup de temps pour constituer l'infrastructure et les institutions d'appui nécessaires et mobiliser les ressources financières, techniques et administratives indispensables dans le secteur privé. Dans l'intervalle, les coûts de l'ajustement se feront sentir un peu partout. Des entreprises peuvent échouer et on peut avoir des faux départs; les exportations peuvent être à la traîne alors que les importations grimpent spécialement en temps de sécheresse; le chômage peut même progresser avec l'effondrement des activités non concurrentielles. Il est impossible de déterminer à priori combien durera cette période d'apprentissage pénible. Les avantages sur le plan du développement, toutefois, se manifestent non seulement en termes d'efficacité et de gains de revenus, mais également par la création de marchés concurrentiels, solides et transparents, dotés d'opérateurs capables de supporter les chocs et de créer des possibilités rentables. L'approche avantage comparatif investit dans les systèmes et également dans les ressources humaines pas simplement dans des produits spécifiques.

30. Les principaux avantages fournis par des ratios d'autosuffisance élevés sont des avantages politiques, stratégiques et peut-être culturels. La production et les emplois sont préservés temporairement même dans les activités non concurrentielles. L'avantage financier, s'il en existe, doit être défini strictement: on dépense relativement moins de devises pour les importations alimentaires. Cet avantage, cependant, peut être illusoire dans la mesure où

la production intérieure coûte plus chère que les importations. Les principaux coûts immédiats sont budgétaires, puisque généralement le Gouvernement doit intervenir directement pour encourager, mobiliser et distribuer des excédents commercialisables accrus. A long terme, les coûts d'efficacité d'une mauvaise affectation des ressources et les pertes de recettes de devises et d'investissement peuvent être substantielles et ébranler la durabilité financière de cette approche. La comparaison du scénario 4--axé sur les exportations--et du scénario 5--ratio d'autosuffisance global égal 1--suggère que ces coûts-efficacité peuvent être substantiels. Par ailleurs, un ratio élevé d'autosuffisance ne signifie pas que la Tunisie sera moins vulnérable si les importations sont réduites aux composantes absolument essentielles dans un environnement aux prises à de graves contraintes financières et à des hostilités politiques. Pour la Tunisie, la multiplicité de potentiels fournisseurs étrangers de céréales, produits laitiers, animaux, huiles comestibles et sucre, la concurrence entre ceux-ci et la persistance d'excédents, réduit considérablement le risque de vulnérabilité engendrée par les importations alimentaires. Ce risque devrait être comparé à la probabilité de mauvaises récoltes attribuables à la sécheresse.

31. Vers l'identification de problèmes stratégiques. La Tunisie doit faire face à des problèmes à court et long terme, car ignorer les préoccupations à court terme sur le plan politique et sur le plan de la distribution c'est ébranler la stabilité politique et l'engagement nécessaire pour promouvoir une croissance soutenable et efficace. Le problème stratégique consiste à savoir quel est le meilleur moyen d'établir un équilibre entre les considérations de

l'avantage comparatif et celles de l'autosuffisance, c'est-à-dire minimiser les coûts et maximiser les résultats des deux approches. Il convient de se pencher sur l'insécurité alimentaire et les effets négatifs de l'avantage comparatif sur le plan de la distribution si l'on veut réaliser l'efficacité soutenue et les gains de revenu qui découlent de l'avantage comparatif. De même, il convient d'examiner les coûts d'efficacité et les coûts budgétaires de l'autosuffisance afin de mieux allouer les ressources pour promouvoir une croissance efficace et pouvoir réaliser parallèlement le niveau souhaité de sécurité alimentaire, à court et à long termes.

32. Spécifiquement, les problèmes stratégiques résident dans trois domaines généraux. Tout d'abord, la préoccupation de la Tunisie concernant sa dépendance accrue à l'égard des importations alimentaires, la variabilité de l'offre intérieure, la hausse continue de la demande de denrées alimentaires de base liée à la progression des revenus, à l'intensification de l'urbanisation et à la croissance démographique devrait être examinée en réévaluant les avantages et coûts de l'approche autosuffisance. Deuxièmement, le niveau élevé du taux de chômage actuel et la persistance du taux de croissance élevé de la population active sont autant de problèmes structurels qui vont nettement au-delà de l'agriculture pure et simple. Au fur à mesure que les économies se développent, la contribution relative de l'agriculture à l'emploi diminue au lieu d'augmenter. On ne peut s'attendre donc à ce que la croissance agricole résolve ce problème, qui touche l'ensemble de l'économie. Toutefois, la politique agricole peut encourager l'absorption de la population productive en évitant des distortions de coût de facteur en faveur du capital. Troisièmement, promouvoir

l'avantage comparatif exige des signaux de politiques transparents axés sur une économie de marché et des investissements publics soutenus pour aider le secteur privé à mieux identifier les possibilités rentables, rémunérer les opérateurs qui réagissent efficacement et renforcer l'aptitude à prendre des risques. Par conséquent, la composition des investissements publics doit être examinée. En résumé, le problème d'équilibre entre avantage comparatif et autosuffisance est double: 1) équilibre entre promotion de la portée / efficacité des marchés concurrentiels et mise au point de méthodes efficaces par rapport au coût pour réduire les risques politiques et sociaux inhérents à l'insécurité alimentaire, 2) équilibre entre promotion de la robustesse des institutions du marché et la capacité des programmes sociaux à fournir un dispositif de sécurité aux victimes du chômage structurel.

33. Autres analyses suggérées. La recherche d'un équilibre approprié est une tâche continue au fur et à mesure que les possibilités et risques apparaissent. La tâche exige des analyses en profondeur dans aux moins quatre domaines principaux: 1) les principaux liens entre l'agriculture et le cadre macroéconomique et commercial, car ce cadre détermine la structure des stimulants, les possibilités et risques pour le secteur; 2) les priorités en termes d'infrastructures et d'institutions pour promouvoir des possibilités efficaces de dégager des revenus de l'agriculture par le truchement des activités de transformation et de commercialisation; 3) la mise au point d'une stratégie de sécurité alimentaire abordable et efficace par rapport au coût et 4) la mise au point de programmes sociaux bien orientés pour aider les groupes vulnérables. On propose ici que les politiques équilibrent sciemment les exigences opposées

découlant de préoccupations politiques et des problèmes de distribution à court terme, avec les exigences de croissance à long terme aux fins de maximiser la réalisation simultanée des objectifs fondamentaux.

Notes de bas de page

- 1/ Economiste, Banque mondiale. Le présent document a été préparé pour la Conférence sur l'agriculture Tunisienne en l'an 2000. Les opinions exprimées sont exclusivement celles de l'auteur et ne reflètent le point de vue officiel d'aucune organisation. L'auteur tient à exprimer ses remerciements sincères et sa gratitude aux collègues qui ont offert leur assistance malgré leur emploi de temps très chargé. Les observations de Laura Tuck, Kutlu Somel et Rory O'Sullivan ont particulièrement été utiles.
- 2/ Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages, 1985, page 40.
- 3/ Tunisia's Economic Adjustment Program: Impact on Lower Income Groups, prepared by Edgar J. Ariza-Nino and Cheri Rassas, of the Abt Associates Inc., for the USAID, March 1987.
- 4/ Proposed Second Agricultural Sector Loan, report no. P-5001-TUN, May 1989, para 13.
- 5/ Annexe Stat. Rapport sur le budget Economique, Ministère du Plan.
- 6/ Ministère des Finances et du Plan.
- 7/ Tunisia: Country Environmental Study, Section III, The Degradation of Land and Water Resources, September 1988, pg. 41-43.
- 8/ La Pauvreté et la Faim, La Sécurité Alimentaire dans les Pays en Développement: Problèmes et Options, Banque mondiale, 1986.
- 9/ Modèle FAO, Tunisie, version révisée 1987, tableau 11, ligne 53.
- 10/ Tunisia: Agricultural Profitability, Protection and Comparative Advantage, June 1987, Ministry of Agriculture, Table 3.2.
- 11/ Tunisia: Irrigation Management Improvement Project, report no. 5396-TUN, May 1985, para 3.01.
- 12/ Tunisia: Review of the Prospects for Agricultural Diversification, by Peter Oram, IFPRI, draft June 1989, pg. 20-25.

TUNISIE
 TABLEAU 1: COMPARAISON ENTRE POTENTIEL AGRICOLE
 ET RENDEMENTS REELS DES CULTURES IRRIGUEES
 (TONNES PAR HECTARE)

PRODUITS DE BASE/CULTURES	POTENTIEL	REEL	POT./REEL	OBSERVATIONS
1. CEREALES				

Ble tendre				
centre)	3.00	1.10 1/	2.73	1/ Gamme approx. des rendements
))	3.00	1.60	1.88	
Nord	4.30	2.50	1.80	
Region cotiere, Sud	4.50	1.20	3.75	
Ble Dur	1.70 2/	1.30	1.31	2/ Non-intensive
Nord	2.30 3/	1.30	1.77	3/ Intensive
2. R CULTURES FOURAGERES				

Vesce	10.00	6.00	1.67	
Berseem (Vert)	80.00	50.00	1.60	
Sorgho (")	50.00	25.00	2.00	
Luzerne (")	80.00	45.00	1.78	
3. LEGUMES				

D'ete 4/				4/ Region cotiere
Poivrons	18.00	12.00	1.50	
Tomates	35.00	23.00	1.52	
Concombres	25.00	12.00	2.08	
Oignons	25.00	16.00	1.56	
Pommes de terre	25.00	14.00	1.79	
Hors saison 5/				5/ de plein champ
Poivrons	10.00	8.00		
Tomates	25.00	20.00	1.25	
Pommes de terre	17.00	10.00	1.70	
Hors saison 6/				6/ Tunnel plastique (sans serres)
Poivrons	25.00	18.00	1.39	
Tomates	50.00	35.00	1.43	
Pasteques	45.00	30.00	1.50	
Serre				
Poivrons	35.00	24.00	1.46	
Tomates	100.00	60.00	1.67	
Melon	30.00	23.00	1.30	
D'hiver				
Feves	7.00	5.00	1.40	
Carottes	20.00	16.00	1.25	
Petits pois	8.00	4.00	2.00	

TUNISIE
 TABLEAU 1: COMPARAISON ENTRE POTENTIEL AGRICOLE
 ET RENDEMENTS REELS DES CULTURES IRRIGUEES
 (TONNES PAR HECTARE)

PRODUITS DE BASE/CULTURES	POTENTIEL	REEL	POT./REEL	OBSERVATIONS
4. CULTURES INDUSTRIELLES				
Betterave a sucre	65.00	38.00	1.71	
5. CULTURES ARBUSTIVES				
Olives	15.00	12.00	1.25	
Abricots	20.00	7.00	2.86	
Peches	13.00	10.00	1.30	
Pommes/poires	25.00	12.00	2.08	
Agrumes				
Dattes				
Modernes: Deglet	15.00	4.70	3.19	
Communes		0.50		
Region de Gabes				
)	13.00	7.00	1.86	

Sources: Projet d'amélioration de la gestion de l'irrigation
 Rapport n. 5396 - Tun, 1985, tab. 1,2 de l'Annexe 12, Vol. II

Projet d'irrigation du Centre de la Tunisie, Rapport No. 4128-Tun,
 1983, p. 38

Projet de production agricole du Nord Ouest, Rapport No. 5142,
 1985, p. 23

Projet de rehabilitation d'irrigation de Gabes,
 Rapport No. 5511-Tun, 1985, p.30

TUNISIE
 TABLEAU 2: COMPARAISON ENTRE POTENTIEL AGRONOMIQUE
 ET RENDEMENTS REELS DES CULTURES EN COUR
 (TONNES PAR HECTARE)

PRODUITS DE BASE/CULTURE	POTENTIEL	REEL	POT./REEL	OBSERVATIONS
1. CEREALES				
Precipitations elevees 1/				1/ Plus de 400mm

(Exploitations de 10-50 hectares)				
Ble tendre	2.20	1.50	1.47	
Ble dur	1.70	1.10	1.55	
Orge) 2/	1.30	0.80	1.63	2/ Gamme des Rendements
)	2.00	1.20	1.67	
Legumineuses fourrageres 3/	1.30	0.50	2.60	3/ Legumineuses Fourrageres
)	0.80	0.50	1.60	
Fourrage (foin)	3.80	2.80	1.36	
(Exploitations de plus de 50 hect.)				
Ble tendre	2.80	2.00	1.40	
Ble dur	2.30	1.70	1.35	
Orge	2.00	1.50	1.33	
	2.50			
Legumineuses fourrageres	1.70	0.90	1.89	
Fourrage (foin)	5.00	3.50	1.43	
Precipitations faibles 4/				4/ 200-300mm

(Exploitations de 10-50 hectares)				
Ble tendre	0.35	0.35	1.00	
Ble dur	0.45	0.45	1.00	
Orge	0.50	0.35	1.43	
Legumineuses fourrageres	0.60	0.30	2.00	
Fourrage (foin)	2.50	2.00	1.25	
(Exploitations de plus de 50 hect.)				
Ble	1.70	1.00	1.70	
Orge	2.00	1.20	1.67	
Legumineuses Fourrageres	1.60	0.70	2.29	
Fourrage (Foin)	3.00	2.50	1.20	

TUNISIE
 TABLEAU 2: COMPARAISON ENTRE POTENTIEL AGRONOMIQUE
 ET RENDEMENTS REELS DES CULTURES EN BOUR
 (TONNES PAR HECTARE)

COMMODITIES/CROPS	POTENTIAL	ACTUAL	POT./ACT	COMMENTS
2. CULTURES ARBUSTIVES				
Olives				5/25 arbres par hectare

Zone: Gafsa Kasserine	0.80	0.50	1.60	20 Kgs/Arbre (reel)
Zone: Sousse, Sfax, Karouan	1.00 1.30	0.60	1.67	6/ 40 Arbres/Ha 15 Kgs/Arbre (reel)
Amandes				
Sole 7/	4.80 6.00			7/100 Arbres/Ha
entreplante 8/	3.60 4.50			8/ 75 Arbres/Ha
Centre de la Tunisie	1.40	0.70	2.00	
Abricots	9.00	4.50	2.00	

Sources: Project de production agricole du Nord Ouest, Rapport No. 5142, Tun, 1985, P.23

Second pret a l'ajustement du secteur agricole, Rapport No. P-500-Tun, 1989 P.12

Projet d'irrigation du Centre de la Tunisie, Rapport No. 4128-Tun, 1983, Pg. 38.

Les Projects PAM - 482 et Tun/71-525 et les perspectives de development Agricole du Centre - Sud Tunisie
 FAO/AGS/-Tun/71/525, 1972, Annex Tab 14.

TUNISIE

TABLEAU 3: RATIOS D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE
DE CERTAINS PRODUITS - DECENNIE 80

	<u>RATIO D'AUTOSUFFISANCE</u>
CEREALES:	
BLE TENDRE	.30
BLE DUR	.67
ORGE	.96
ELEVAGE	
BOEUFs	.70
LAIT	.36
ALIMENTS DE BETAIL	
MAIS	0
FARINE DE SOJA	0
SUCRE (BRUT ET RAFFINE)	.16
HUILES VEGETALES	.33
DENREES ALIMENTAIRES EXPORTES EN PROPORTION DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES	
1975-76	.75
1980-81	.42

Sources: Pour les céréales et l'élevage, "Tunisia: Prospects for agricultural diversification," par Peter Oram, projet Juin 1989, Tableau 5.

Pour les huiles végétales, .33 de la consommation intérieure totale est fourni par l'huile d'olive, le reste 0.67 représente les importations d'huile de soja et de colza.
Source: Commercialization des huiles de mélange, Ministère de L' Agriculture, mai 1989, pg. 12.

Le ratio d'autosuffisance global est tiré du document "Tunisie: Second prêt à l'ajustement structurel proposé," Mai 1989, Rep.#P-5001-TUN, Para. 31.

TUNISIE
 TABLEAU 4: MODELE FAO - AGRICULTURE A L'HORIZON DE L'AN 2000
 COMPARAISON DE SCENARIOS
 1990-2000

SCENARIOS ET HYPOTHESES	CROISSANCE		TOTAL INVESTISSEMENT BRUT		P.A. %	COEFFICIENT MARGINAL DE CAPITAL 1990-2000	RATIO D'AUTOSUFFISANCE			GLOBAL			INTENSITE DE CULTURE RATIOS		
	AGRICOLE % P.A.	1990-2000 Millions de dollars	1990	2000			COMMERCE AGRICOLE	BLE	CEREALES VEGETALES	HUILES	VIANDE	LAIT	CULTURES EN BOUR	CULTURES IRRIGUEES	GLOBAL
SCENARIO DE BASE Prix constants de 1980 Base de donnees 1985	2.2	2625	224.9	333.2	4.0	11.6	0.71	.53	.45	0.66	0.87	.80	0.92	1.73	0.95
1. Modification des rendements pour le ble, l'orge et le sorgho	2.4	2655	239.0	341.7	3.6	10.3	0.74	0.62	.53	0.69	0.87	.80	0.93	1.73	0.96
2. Ratio d'autosuffisance = 1 pour le ble et les legumineuses	2.5	2740	227.1	353.9	4.5	10.08	0.78	1.0	.72	0.69	0.87	.80	0.93	1.72	0.96
3. Ratio d'autosuffisance = 1 pour ble, legumineuses, viande, lait:	3.0	2939	249.8	369.7	4.0	8.6	0.83	1.0	.76	0.69	1.0	1.0	0.93	1.72	0.96
4. Produits d'exportation legumes, agrumes, pommes de terre	3.9	2868	456.6	384.5	-1.7	6.5	0.83	.53	.45	0.96	0.87	0.8	0.99	1.81	1.02
5. Produits de substitution des export. Ratio d'autosuffisance global = 1	3.8	3118	233.2	353.9	4.0	6.3	0.95	.84	.73	0.96	1.02	1.0	0.94	1.88	0.98

TUNISIE TABLEAU 5: TAUX DE CROISSANCE AGRICOLE 1961-89

PRIX CONSTANTS DE 1980	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
AGRICULTURE ET PECHE	252.37	220.90	303.18	265.08	303.46	269.49	239.12	280.26	260.93	283.02
Agriculture	239.78	208.97	289.80	252.49	289.80	255.73	223.56	264.93	246.27	269.25
Pêche	12.59	11.93	13.38	12.59	13.66	13.76	15.56	15.34	14.66	13.77
TAUX DE CROISSANCE (EN %)										
AGRICULTURE ET PECHE		-12.5	37.3	-12.6	14.5	-11.2	-11.3	17.2	-6.9	8.5
Agriculture		-12.9	38.7	-12.9	14.8	-11.8	-12.6	18.5	-7.0	9.3
Pêche		-5.2	12.2	-6.0	8.5	0.7	13.1	-1.4	-4.4	6.1

PRIX CONSTANTS DE 1980	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
AGRICULTURE ET PECHE	349.57	447.21	403.86	453.66	480.02	501.70	451.50	478.20	455.40	500.30
Agriculture	333.32	428.50	384.76	432.54	457.40	478.40	426.50	454.10	431.00	474.90
Pêche	16.25	18.72	19.10	21.11	22.62	23.30	25.00	24.10	24.40	25.40
TAUX DE CROISSANCE (EN %)										
AGRICULTURE ET PECHE	23.5	27.9	-9.7	12.3	5.8	4.5	-10.0	5.9	-4.8	9.9
Agriculture	23.8	28.6	-10.2	12.4	5.7	4.6	-10.8	6.5	-5.1	10.2
Pêche	18.0	15.2	2.0	10.6	7.2	3.0	7.3	-3.6	1.2	4.1

PRIX CONSTANTS DE 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
AGRICULTURE ET PECHE	533.00	478.00	490.00	553.00	649.00	570.00	670.00	510.00	580.00
Agriculture	508.00	453.00	465.00	528.00	623.00	546.00	644.00	486.00	553.00
Pêche	25.00	25.00	25.00	25.00	26.00	24.00	26.00	24.00	27.00
TAUX DE CROISSANCE (EN %)									
AGRICULTURE ET PECHE	6.5	-10.3	2.5	12.9	17.4	-12.2	17.5	-23.9	13.7
Agriculture	7.0	-10.8	2.6	13.5	18.0	-12.4	17.9	-24.5	13.8
Pêche	-1.6	0.0	0.0	0.0	4.0	-7.7	8.3	-7.7	12.5

SOURCE: Ministère du plan et des finances.

Note: Chiffres libellés en millions de dinars.

FIN

35

VUES